



CENTRE HOSPITALIER
DE VALENCIENNES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

20240140001000

**LIVRAISON, INSTALLATION, MISE EN SERVICE D'UN SYSTEME
DE MONITORING PER-OPERATOIRE, FOURNITURE DES
CONSOMMABLES ASSOCIES ET REALISATION DES
PRESTATIONS DE MAINTENANCE (FORFAIT TOUS RISQUES)
POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES**














Date et heure limites de réception des offres :

14/11/2024 à 12:00

Etablissement support :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle logistique – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	LIVRAISON, INSTALLATION, MISE EN SERVICE D'UN SYSTEME DE MONITORING PER-OPERATOIRE, FOURNITURE DES CONSOMMABLES ASSOCIES ET REALISATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE (FORFAIT TOUS RISQUES) POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	0
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Avec
	PSE	Avec
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée (période initiale)	<ul style="list-style-type: none"> - Equipement : De sa date de notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations précitées - Consommables + Maintenance + Prestations exclues de la base forfaitaire : 12 mois
	Reconduction	<ul style="list-style-type: none"> - Consommables + Maintenance + Prestations exclues de la base forfaitaire : Avec (3 * 12 mois)
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
1.7 - Renouvellement.....	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	5
2.5 - Développement durable	6
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
3.3 - Confidentialité	7
4 - Contenu du dossier de consultation	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
6.1 - Transmission électronique.....	9
6.2 - Transmission sous support papier	10
7 - Examen des candidatures et des offres.....	10
7.1 - Sélection des candidatures	10
7.2 - Attribution du marché	10
7.3 - Suite à donner à la consultation	11
8 - Renseignements complémentaires	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	11
8.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

20240140001000 – LIVRAISON, INSTALLATION, MISE EN SERVICE D'UN SYSTEME DE MONITORING PER-OPERATOIRE, FOURNITURE DES CONSOMMABLES ASSOCIES ET REALISATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE (FORFAIT TOUS RISQUES) POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES

Le Centre hospitalier de Valenciennes, en sa qualité d'établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Lieu d'exécution :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Bloc opératoire – Secteur neurochirurgie
Avenue Désandrouin
59322 VALENCIENNES Cedex

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

La présente consultation fera l'objet d'un accord-cadre « composite » conclu avec un seul opérateur économique, comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

La partie « marché ordinaire », conclue à prix global et forfaitaire, concerne la livraison, l'installation, la mise en service d'un système de monitoring per-opératoire et la réalisation des prestations de maintenance (forfait tous risques).

La partie « accord-cadre à bons de commande », conclue à prix unitaires (sur demande de devis), concerne les prestations exclues de la base forfaitaire et la fourniture des consommables associés.

Montant maximum : 2 500,00 € H.T. par an.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour le motif suivant : La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
33121100-5	Electroencéphalographes

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Nomenclature	Libellé
18.473	Explorations fonctionnelles de neurophysiologie

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au fournisseur retenu, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.7 - Renouvellement

Sans objet.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base et doivent faire une proposition pour la variante exigée suivante :

Code	Libellé	Description
01	Station de 32 voies	Les candidats doivent proposer une offre technique et financière pour une station de 16 voies en offre de base et pour une station de 32 voies en variante obligatoire.

L'absence de cette prestation dans l'offre d'un candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les candidats doivent faire une proposition pour la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) obligatoire suivante :

Code	Libellé	Description
01	Modalités pour permettre l'archivage et le VPN	Les candidats doivent proposer des modalités techniques permettant la mise en place de l'archivage et du VPN.

L'absence de cette prestation dans l'offre d'un candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

Les candidats peuvent faire une proposition pour la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative suivante :

Code	Libellé	Description
01	Extension de garantie	Les candidats peuvent proposer une extension de garantie (rappel : la durée minimale attendue est de 24 mois).

2.5 - Développement durable

Sans objet.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Concernant la livraison, l'installation, la mise en service d'un système de monitoring per-opérateur, le marché est conclu pour une période allant de sa date de notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations précitées.

Le délai d'exécution de ces prestations est précisé dans son acte d'engagement (AE) dans le calendrier prévisionnel d'installation joint à son offre (précisant également les délais maximaux d'approvisionnement).

Une prolongation de ce délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Concernant la fourniture des consommables associés, la réalisation des prestations de maintenance (forfait tous risques) et la réalisation des prestations exclues de la base forfaitaire, le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois, à compter de l'expiration du délai de garantie. Celui-ci est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du marché, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le prestataire retenu ne peut pas refuser la reconduction.

Concernant la garantie totale des équipements, (toutes pièces, main-d'œuvre et déplacements pour les opérations de maintenance, les contrôles de performance et les opérations de dépannage), celle-ci couvre une période minimale de 24 mois à compter de la date de réception du matériel (cf. article VII-1 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP)).

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 28 du CCAG-FCS.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au fournisseur retenu seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement (AE).

3.3 - Confidentialité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau financier ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le questionnaire technique (QT) ;
- Le formulaire DC1 – Lettre de candidature / Désignation du mandataire par ses co-traitants ;
- Le formulaire DC2 – Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises (DCE) au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation des entreprises (DCE) modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier de consultation des entreprises (DCE) par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
DC1 - LETTRE DE CANDIDATURE / DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS.	Non
DC2 - DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT.	Non
Liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. (à dater au jour du dépôt de l'offre sur le profil d'acheteur).	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années (références), indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.	Non

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) – accompagné de la délégation de pouvoir qui habilite le signataire à engager la société ;	Oui
Le bordereau financier ;	Non
Le questionnaire technique (QT), accompagné d'un mémoire justificatif complémentaire reprenant l'ensemble des informations demandées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et permettant d'apprécier les critères de jugement des offres définis à l'article 7.2 du présent règlement de la consultation (RC) ;	Non
Le catalogue des pièces détachées.	Non
Un relevé d'identité bancaire (RIB).	Non

Autres documents :

Libellés	Signature
Attestation fiscale datant de moins de 6 mois.	Non
Attestation sociale datant de moins de 6 mois.	Non
Attestation d'assurance en cours de validité.	Non

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par le pouvoir adjudicateur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle logistique – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1. VALEUR TECHNIQUE , appréciée sur la base du questionnaire technique (QT) et du mémoire justificatif complémentaire reprenant l'ensemble des informations demandées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).	50 points
1.1. Qualité de la console <ul style="list-style-type: none">- Poids : 4 points- Longueur des câbles de stimulation : 7 points- Longueur des câbles d'acquisition : 7 points- Résolution d'écran : 2 points	20 points

1.2. Qualité du logiciel - Version du logiciel : 5 points - Fonctionnement sous environnement WINDOWS Seven : 5 points	10 points
1.3. Qualité du traitement du signal (échantillonnage)	20 points
2. COUT COMPLET (ACHAT ET FONCTIONNEMENT) , apprécié sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), pour la partie « marché ordinaire ». - Une simulation sera réalisée par le pouvoir adjudicateur, sur la base d'un chiffrage d'exploitation 2 utilisations par mois (valeur réelle) sur une durée de 7 ans	40 points
3. SERVICE APRES-VENTE (SAV) ET CONDITIONS DE MAINTENANCE , apprécié sur la base du questionnaire technique (QT) et du mémoire justificatif complémentaire reprenant l'ensemble des informations demandées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).	10 points
3.1. Amplitude des horaires d'ouverture	3 points
3.2. Nombre de techniciens dans la région Hauts-de-France	3 points
3.3. Délai d'intervention (pour les opérations de maintenance)	4 points

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100 points.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées dans la / les annexe(s) financière(s), celle(s)-ci sera / seront corrigée(s) en conséquence. L'entreprise sera alors invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les formes et les conditions de celles-ci seront les mêmes pour l'ensemble des candidats ils en seront informés par tout moyen (courrier, mail, fax).

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - C.S. 62039
59014 LILLE CEDEX

Téléphone : 03.59.54.23.42

Télécopie : 03.59.54.24.45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché ;
- Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative (CJA) ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du marché est rendue publique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - C.S. 62039
59014 LILLE CEDEX

Téléphone : 03.59.54.23.42

Télécopie : 03.59.54.24.45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr